

CODE DE PROCÉDURE CIVILE 2009

VINGT-DEUXIÈME ÉDITION

La présente édition a été réalisée par

Loïc CADIET

Membre de l'institut universitaire de France.

Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I).

Directeur du Centre de recherche sur la justice et le procès (Institut André Tunc).



141, Rue de Javel – 75015 Paris

Table des matières

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Avertissement		VII
Principales abréviations		XI
NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE		1
LIVRE PREMIER – DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES JURIDICTIONS	1^{er} à 749	5
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS LIMINAIRES	1^{er} à 29	5
Chapitre I – Les principes directeurs du procès	1 ^{er} à 24	5
Section I – L'instance	1 ^{er} à 3	5
Section II – L'objet du litige	4 et 5	8
Section III – Les faits	6 à 8	12
Section IV – Les preuves	9 à 11	14
Section V – Le droit	12 et 13	19
Section VI – La contradiction	14 à 17	27
Section VII – La défense	18 à 20	36
Section VIII – La conciliation	21	37
Section IX – Les débats	22 à 23-1	37
Section X – L'obligation de réserve	24	39
Chapitre II – Les règles propres à la matière gracieuse	25 à 29	39
TITRE II – L'ACTION	30 à 32-1	42
TITRE III – LA COMPÉTENCE	33 à 52	56
Chapitre I – La compétence d'attribution	33 à 41	56
Chapitre II – La compétence territoriale	42 à 48	60
Chapitre III – Dispositions communes	49 à 52	73
TITRE IV – LA DEMANDE EN JUSTICE	53 à 70	75
Chapitre I – La demande initiale	53 à 62	75
Section I – La demande en matière contentieuse	53 à 59	75
Section II – La demande en matière gracieuse	60 à 62	83
Chapitre II – Les demandes incidentes	63 à 70	84
TITRE V – LES MOYENS DE DÉFENSE	71 à 126	87
Chapitre I – Les défenses au fond	71 et 72	87

CODE DE PROCÉDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – Les exceptions de procédure	73 à 121	88
Section I – Les exceptions d'incompétence	75 à 39	91
Sous-section 1 – L'incompétence soulevée par les parties	75 à 77	91
Sous-section 2 – L'appel	78 et 79	94
Sous-section 3 – Le contredit	80 à 91	97
Sous-section 4 – L'incompétence relevée d'office	92 à 94	103
Sous-section 5 – Dispositions communes	95 à 39	104
Section II – Les exceptions de litispendance et de connexité	100 à 107	108
Section III – Les exceptions dilatoires	108 à 111	111
Section IV – Les exceptions de nullité	112 à 121	112
Sous-section 1 – La nullité des actes pour vice de forme	112 à 116	113
Sous-section 2 – La nullité des actes pour irrégularité de fond	117 à 121	118
Chapitre III – Les fins de non-recevoir	122 à 126	127
TITRE VI – LA CONCILIATION	127 à 131	135
TITRE VI BIS – LA MÉDIATION	131-1 à 131-15	136
TITRE VII – L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE DE LA PREUVE	132 à 322	139
SOUS-TITRE PREMIER – LES PIÈCES .....	.....	139
Chapitre I – La communication des pièces entre les parties	132 à 137	139
Chapitre II – L'obtention des pièces détenues par un tiers	138 à 141	141
Chapitre III – La production des pièces détenues par une partie	142	144
SOUS-TITRE II – LES MESURES D'INSTRUCTION .....	.....	144
Chapitre I – Dispositions générales	143 à 178-2	144
Section I – Décisions ordonnant les mesures d'instruction	143 à 154	144
Section II – Exécution des mesures d'instruction	155 à 174	156
Section III – Nullités	175 à 178	161
Section IV – Dispositions particulières à certaines mesures d'instruction transfrontalières	178-1 et 178-2	162
Chapitre II – Les vérifications personnelles du juge	179 à 183	163
Chapitre III – La comparution personnelle des parties	184 à 198	163
Chapitre IV – Les déclarations des tiers	199 à 231	165
Section I – Les attestations	200 à 203	166
Section II – L'enquête	204 à 231	168
Sous-section 1 – Dispositions générales	204 à 221	168
Sous-section 2 – L'enquête ordinaire	222 à 230	171
Sous-section 3 – L'enquête sur-le-champ	231	172
Chapitre V – Mesures d'instruction exécutées par un technicien	232 à 284-1	172
Section I – Dispositions communes	232 à 248	172
Section II – Les constatations	249 à 255	180
Section III – La consultation	256 à 262	181
Section IV – L'expertise	263 à 284-1	181
Sous-section 1 – La décision ordonnant l'expertise	264 à 272	182

Sous-section 2 – Les opérations d'expertise	273 à 281	187
Sous-section 3 – L'avis de l'expert	282 à 284-1	189
SOUS-TITRE III – LES CONTESTATIONS RELATIVES À LA PREUVE LITTÉRALE		191
Chapitre I – Les contestations relatives aux actes sous seing privé	287 à 302	192
Section I – La vérification d'écriture	287 à 298	192
Sous-section 1 – L'incident de vérification	287 à 295	192
Sous-section 2 – La vérification d'écriture demandée à titre principal	296 à 298	194
Section II – Le faux	299 à 302	194
Sous-section 1 – L'incident de faux	299	194
Sous-section 2 – Le faux demandé à titre principal	300 à 302	194
Chapitre II – L'inscription de faux contre les actes authentiques	303 à 316	195
Section I – L'inscription de faux incidente	306 à 313	195
Sous-section 1 – Incident soulevé devant le tribunal de grande instance ou la cour d'appel	306 à 312	195
Sous-section 2 – Incident soulevé devant les autres juridictions	313	196
Section II – L'inscription de faux principale	314 à 316	196
SOUS-TITRE IV – LE SERMENT JUDICIAIRE		197
TITRE VIII – LA PLURALITÉ DE PARTIES	323 et 324	198
TITRE IX – L'INTERVENTION	325 à 338	199
Chapitre I – L'intervention volontaire	328 à 330	200
Chapitre II – L'intervention forcée	331 à 338	203
Section I – Dispositions communes à toutes les mises en cause	331 à 333	203
Section II – Dispositions spéciales aux appels en garantie	334 à 338	205
TITRE IX BIS – L'AUDITION DE L'ENFANT EN JUSTICE	338-1 à 338-9	206
TITRE X – L'ABSTENTION, LA RÉCUSATION, LE RENVOI ET LA PRISE À PARTIE	339 à 366-9	207
Chapitre I – L'abstention	339 et 340	207
Chapitre II – La récusation	341 à 355	208
Chapitre III – Le renvoi à une autre juridiction	356 à 366	213
Section I – Le renvoi pour cause de suspicion légitime	356 à 363	213
Section II – Renvoi pour cause de récusation contre plusieurs juges	364	216
Section III – Le renvoi pour cause de sûreté publique	365 et 366	217
Chapitre IV – La prise à partie	366-1 à 366-9	217
Section I – Dispositions générales	366-1 à 366-8	217
Section II – Dispositions particulières à la prise à partie fondée sur le déni de justice	366-9	217
TITRE XI – LES INCIDENTS D'INSTANCE	367 à 410	218
Chapitre I – Les jonction et disjonction d'instances	367 et 368	218
Chapitre II – L'interruption de l'instance	369 à 376	219
Chapitre III – La suspension de l'instance	377 à 383	222
Section I – Le sursis à statuer	378 à 380-1	222
Section II – La radiation et le retrait du rôle	381 à 383	227

Table des matières

Chapitre IV – L’extinction de l’instance	384 à 410	228
Section I – La péremption d’instance	386 à 393	230
Section II – Le désistement d’instance	394 à 405	241
Sous-section 1 – <i>Le désistement de la demande en première instance</i>	394 à 399	241
Sous-section 2 – <i>Le désistement de l’appel ou de l’opposition</i>	400 à 405	243
Section III – La caducité de la citation	406 et 407	245
Section IV – L’acquiescement	408 à 410	246
TITRE XII – REPRÉSENTATION ET ASSISTANCE EN JUSTICE	411 à 420	250
TITRE XIII – LE MINISTÈRE PUBLIC	421 à 429	257
Chapitre I – Le ministère public partie principale	422 et 423	257
Chapitre II – Le ministère public partie jointe	424 à 429	258
TITRE XIV – LE JUGEMENT	430 à 499	261
Chapitre I – Dispositions générales	430 à 479	261
Section I – Les débats, le délibéré et le jugement	430 à 466	261
Sous-section 1 – Les débats	430 à 446	261
Sous-section 2 – <i>Le délibéré</i>	447 à 449	268
Sous-section 3 – <i>Le jugement</i>	450 à 466	270
Section II – Le défaut de comparution	467 à 479	291
Sous-section 1 – <i>Le jugement contradictoire</i>	467 à 470	291
Sous-section 2 – <i>Le jugement rendu par défaut et le jugement réputé contradictoire</i>	471 à 479	293
Chapitre II – Dispositions spéciales	480 à 498	298
Section I – Les jugements sur le fond	480 et 481	298
Section II – Les autres jugements	482 à 498	304
Sous-section 1 – <i>Les jugements avant dire droit</i>	482 et 483	304
Sous-section 2 – <i>Les ordonnances de référé</i>	484 à 492	305
Sous-section 3 – <i>Les ordonnances sur requête</i>	493 à 498	313
Chapitre III – Disposition finale	499	317
TITRE XV – L’EXÉCUTION DU JUGEMENT	500 à 526	317
Chapitre I – Conditions générales de l’exécution	502 à 508	321
Chapitre II – La reconnaissance transfrontalière	509 à 509-7	324
Chapitre III – Le délai de grâce	510 à 513	328
Chapitre IV – L’exécution provisoire	514 à 526	330
TITRE XVI – LES VOIES DE RECOURS	527 à 639	348
SOUS-TITRE PREMIER – DISPOSITIONS COMMUNES .....	.....	349
SOUS-TITRE II – LES VOIES ORDINAIRES DE RECOURS .....	.....	355
Chapitre I – L’appel	542 à 570	359
Section I – Le droit d’appel	543 à 560	360
Sous-section 1 – <i>Les jugements susceptibles d’appel</i>	543 à 545	360
Sous-section 2 – <i>Les parties</i>	546 à 558	366
Sous-section 3 – <i>Dispositions diverses</i>	559 et 560	383

CODE DE PROCEDURE CIVILE	ARTICLES	PAGES
Section II – Les effets de l'appel	561 à 568	385
Sous-section 1 – L'effet dévolutif	561 à 567	385
Sous-section 2 – L'évocation	568	402
Section III – Dispositions finales	569 et 570	403
Chapitre II – L'opposition	571 à 578	404
SOUS-TITRE III – LES VOIES EXTRAORDINAIRES DE RECOURS		407
Chapitre I – La tierce opposition	582 à 592	407
Chapitre II – Le recours en révision	593 à 603	419
Chapitre III – Le pourvoi en cassation	604 à 639	426
Section I – L'ouverture du pourvoi en cassation	605 à 618-1	433
Section II – Les effets du pourvoi en cassation	619 à 639	452
TITRE XVII – DÉLAIS, ACTES D'HUISSIER DE JUSTICE ET NOTIFICATIONS	640 à 694	465
Chapitre I – La computation des délais	640 à 647-1	465
Chapitre II – La forme des actes d'huissier de justice	648 à 650	470
Chapitre III – La forme des notifications	651 à 694	473
Section I – La signification	653 à 664	474
Section II – La notification des actes en la forme ordinaire	665 à 670-3	482
Section III – Les notifications entre avocats	671 à 674	486
Section IV – Règles particulières à la notification des jugements	675 à 682	487
Section V – Règles particulières aux notifications internationales	683 à 688-8	493
Sous-section 1 – Notification des actes à l'étranger	683 à 688	493
Sous-section 2 – Notification des actes en provenance de l'étranger	688-1 à 688-8	495
Section V-1 – Règles particulières à la signification et à la notification à destination d'autres États membres de la Communauté européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale		496
Section VI – Le lieu des notifications	689 à 691	496
Section VII – Dispositions diverses	692 à 694	498
TITRE XVIII – LES FRAIS ET LES DÉPENS	695 à 725-1	498
Chapitre I – La charge des dépens	695 à 700	499
Chapitre II – La liquidation des dépens à recouvrer par le secrétariat	701 à 703	509
Chapitre III – La vérification et le recouvrement des dépens	704 à 718	509
Chapitre IV – Les demandes ou contestations relatives aux frais, émolu- ments et débours non compris dans les dépens	719 à 723	513
Chapitre V – Les contestations relatives à la rémunération des techniciens	724 et 725	514
Chapitre VI – Les contestations relatives aux frais, émoluments et débours des greffes des tribunaux de commerce	725-1	516
TITRE XIX – LE SECRÉTARIAT DE LA JURIDICTION	726 à 729-1	516
TITRE XX – LES COMMISSIONS ROGATOIRES	730 à 748	517
Chapitre I – Les commissions rogatoires internes	730 à 732	517
Chapitre II – Les commissions rogatoires internationales	733 à 748	517

Section I – Commissions rogatoires à destination d'un État étranger .	733 à 735	517
Section II – Commissions rogatoires en provenance d'un État étranger .	736 à 748	518
TITRE XXI – LA COMMUNICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE	748-1 à 748-6	519
TITRE XXII – DISPOSITION FINALE	749	520
<hr/>		
LIVRE DEUXIÈME – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CHAQUE JURIDICTION	750 à 1037	523
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	750 à 826-1	523
SOUS-TITRE PREMIER – LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL .....	.....	523
Chapitre I – La procédure en matière contentieuse	750 à 796	523
Section I – La procédure ordinaire	755 à 787	525
Sous-section 1 – Saisine du tribunal	755 à 759	525
Sous-section 2 – Renvoi à l'audience	760 à 762	527
Sous-section 3 – Instruction devant le juge de la mise en état	763 à 781	528
Sous-section 4 – Dispositions communes	782 à 787	538
Section II – Procédure à jour fixe	788 à 792	548
Section III – La requête conjointe	793 à 796	550
Chapitre II – Procédure en matière gracieuse	797 à 800	550
Chapitre III – Le juge unique	801 à 805	551
Chapitre IV – Dispositions diverses	806 à R.* 202-6	552
SOUS-TITRE II – LES POUVOIRS DU PRÉSIDENT .....	.....	554
Chapitre I – Les ordonnances de référé	808 à 811	554
Chapitre II – Les ordonnances sur requête	812 et 813	577
SOUS-TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES .....	.....	578
Chapitre I – Constitution d'avocat et conclusions	814 à 816	578
Chapitre II – Mesures d'administration judiciaire	817 à 820	579
Chapitre III – Le greffe	821 à 826	579
SOUS-TITRE IV – LA PROCÉDURE SUR DÉCISION DE RENVOI DE LA JURIDICTION PÉNALE .....	.....	580
TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL D'INSTANCE ET À LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ	827 à 852-1	580
SOUS-TITRE PREMIER – LA PROCÉDURE ORDINAIRE .....	.....	581
Chapitre I – La tentative préalable de conciliation	830 à 835	582
Chapitre II – La procédure sur assignation à toutes fins	836 à 844	583
Chapitre III – La requête conjointe et la présentation volontaire des parties .	845 à 847	586
Chapitre IV – La déclaration au greffe	847-1 à 847-3	587
Chapitre V – Des renvois de compétence	847-4 et 847-5	587

SOUS-TITRE II – LES ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ DEVANT LE JUGE D'INSTANCE	588
SOUS-TITRE III – LES ORDONNANCES SUR REQUÊTE DEVANT LE JUGE D'INSTANCE	589
SOUS-TITRE IV – LA PROCÉDURE SUR DÉCISION DE RENVOI DE LA JURIDICTION PÉNALE	589
TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL DE COMMERCE ...	853 à 878-1
Chapitre I – La procédure devant le tribunal de commerce	854 à 871
Section I – L'introduction de l'instance	854 à 860
Sous-section 1 – L'assignation	855 à 858
Sous-section 2 – La requête conjointe et la présentation volontaire des parties	859 et 860
Section II – L'instance	861 à 871
Sous-section 1 – Le Juge rapporteur	862 à 869
Sous-section 2 – Dispositions générales	870 et 871
Chapitre II – Les pouvoirs du président	872 à 876
Section I – Les ordonnances de référé	872 à 873-1
Section II – Les ordonnances sur requête	874 à 876
Chapitre III – Dispositions diverses	877 à 878-1
TITRE IV – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX JURIDICTIONS STATUANT EN MATIÈRE PRUD'HOMALE	879 à R. 1463-1
TITRE V – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL PARITAIRE DES BAUX RURAUX	880 à 898
Chapitre I – La procédure ordinaire	880 à 892
Chapitre II – Les ordonnances de référé	893 à 896
Chapitre III – Les ordonnances sur requête	897 et 898
TITRE VI – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA COUR D'APPEL	899 à 972
SOUS-TITRE PREMIER – LA PROCÉDURE DEVANT LA FORMATION COLLÉGIALE	689
Chapitre I – La procédure en matière contentieuse	899 à 949
Section I – La procédure avec représentation obligatoire	900 à 930
Sous-section 1 – La procédure ordinaire	901 à 916
Sous-section 2 – La procédure à jour fixe	917 à 925
Sous-section 3 – L'appel par requête conjointe	926 à 930
Section II – La procédure sans représentation obligatoire	931 à 949
Chapitre II – La procédure en matière gracieuse	950 à 953
Chapitre III – Dispositions communes	954 à 955-2
SOUS-TITRE II – LES POUVOIRS DU PREMIER PRÉSIDENT	721
Chapitre I – Les ordonnances de référé	956 et 957
Chapitre II – Les ordonnances sur requête	958 et 959
SOUS-TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES	723
Chapitre I – Constitution d'avoué et conclusions	960 à 962

Chapitre II – Mesures d'administration judiciaire	963 à 965	725
Chapitre III – Le greffe	966 à 972	725
TITRE VII – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA COUR DE CASSATION	973 à 1031-7	726
Chapitre I – La procédure avec représentation obligatoire	974 à 982	727
Chapitre II – La procédure sans représentation obligatoire	983 à 995	731
Chapitre III – La procédure en matière électorale	996 à 1008	737
Section I – Contentieux des inscriptions sur les listes électorales en matière d'élections politiques	996 à 998	737
Section II – Les élections professionnelles	999 à 1008	738
Chapitre IV – Dispositions communes	1009 à 1022-1	740
Chapitre V – Dispositions diverses	1023 à 1031	746
Section I – Augmentation des délais	1023	746
Section II – Le désistement	1024 à 1026	746
Section III – La récusation	1027	747
Section IV – La demande en faux	1028 à 1031	747
Chapitre VI – La saisine pour avis de la cour de cassation	1031-1 à 1031-7	748
TITRE VIII – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX JURIDICTIONS DE RENVOI APRÈS CASSATION	1032 à 1037	749
<hr/>		
LIVRE TROISIÈME – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES MATIÈRES	1038 à 1441-4	753
TITRE PREMIER – LES PERSONNES	1038 à 1263	753
Chapitre I – La nationalité des personnes physiques	1038 à 1045	753
Chapitre II – Les actes de l'état civil	1046 à 1056-1	755
Section I (rédaction antérieure) – De la rectification des actes de l'état civil	1046 à 1055	756
Section I – De l'annulation et de la rectification des actes de l'état civil	1046 à 1055	757
Sous-section 1 – La rectification administrative	1046	757
Sous-section 2 – La rectification et l'annulation judiciaire	1047 à 1055	757
Section II – Du changement de prénom	1055-1 à 1055-3	758
Section III – De la transcription et de la mention des décisions sur les registres de l'état civil	1056 et 1056-1	759
Chapitre III – Le répertoire civil	1057 à 1061	759
Chapitre III bis – Les funérailles	1061-1	760
Chapitre IV – Les absents	1062 à 1069	760
Section I – La présomption d'absence	1062 à 1065	760
Section II – La déclaration d'absence	1066 à 1069	761
Chapitre IV bis – L'obligation alimentaire et la contribution aux charges du mariage .....	.....	761
Chapitre V – La procédure en matière familiale	1070 à 1148	761
Section I – Dispositions générales	1070 à 1074-1	761
Section II – Le divorce et la séparation de corps	1075 à 1136-3	766
Sous-section 1 – Dispositions générales	1075 à 1087	766

Sous-section 2 – Le divorce par consentement mutuel	1088 à 1105	774
Sous-section 3 – Les autres procédures de divorce	1106 à 1128	777
Sous-section 4 – La séparation de corps	1129 et 1130	783
Sous-section 5 – Le divorce sur conversion de la séparation de corps .	1131 à 1136	783
Sous-section 6 – La liquidation et le partage des intérêts patrimoniaux des époux	1136-1 à 1136-3	784
Section III – Les autres procédures relevant de la compétence du juge aux affaires familiales	1137 à 1148	784
Chapitre VI – La filiation et les subsides	1149 à 1157-3	785
Section I – Dispositions générales	1149 à 1153-1	785
Section II – Les subsides	1154 à 1156	786
Section III – L'acte de notoriété	1157 et 1157-1	786
Section IV – Le consentement à la procréation médicalement assistée .	1157-2 et 1157-3	786
Chapitre VII – La déclaration d'abandon	1158 à 1164	787
Chapitre VIII – L'adoption	1165 à 1178-1	788
Section I – Le consentement à l'adoption	1165	788
Section II – La procédure d'adoption	1166 à 1176	788
Section III – La procédure relative à la révocation de l'adoption simple .	1177 et 1178	790
Section IV – Dispositions communes	1178-1	790
Chapitre IX – L'autorité parentale	1179 à 1210-6	790
Section I – L'exercice de l'autorité parentale	1179 à 1180-3	790
Section II – L'assistance éducative	1181 à 1200-1	792
Section III – Délégation, retrait total et partiel de l'autorité parentale .	1201 à 1210	799
Section IV – Dispositions relatives à l'administrateur <i>ad hoc</i>	1210-1 à 1210-3	800
Section V – Le déplacement illicite international d'enfants	1210-4 à 1210-6	800
Chapitre X – La tutelle des mineurs	1211 à 1231-2	801
Section I – Le juge des tutelles	1211 à 1218	801
Section II – Le conseil de famille	1219 à 1223	803
Section III – Dispositions communes	1224 à 1231	804
Section IV – Dispositions particulières aux pupilles de l'état	1231-1 et 1231-2	805
Chapitre XI – Les régimes de protection des majeurs	1232 à 1263	806
Section I – Dispositions générales	1232 à 1235	806
Section II – La sauvegarde de justice	1236 à 1242	806
Section III – La tutelle	1243 à 1261	807
Section IV – La curatelle	1262 et 1263	812
TITRE II – LES BIENS	1264 à 1281-19	812
Chapitre I – Les actions possessoires	1264 à 1267	812
Chapitre II – La reddition de compte et la liquidation des fruits	1268 et 1269	819
Chapitre III – Les baux passés par les usufruitiers avec autorisation de justice	1270	820
Chapitre IV – La vente des immeubles et des fonds de commerce appartenant à des mineurs en tutelle ou à des majeurs en tutelle	1271 à 1281	820

Chapitre V – La distribution des deniers en dehors de toute procédure d'exécution	1281-1 à 1281-12	822
Chapitre VI – La purge des hypothèques et privilèges par le tiers détenteur	1281-13 à 1281-19	824
TITRE III – LES RÉGIMES MATRIMONIAUX LES SUCCESSIONS ET LES LIBÉRALITÉS		
Chapitre I – Les droits des époux et les régimes matrimoniaux	1286 à 1404	825
Section I – Les autorisations et les habilitations	1286 à 1289-2	825
Sous-section 1 – La procédure devant le tribunal de grande instance	1287 et 1288	825
Sous-section 2 – La procédure devant le juge des tutelles	1289 à 1289-2	826
Section II – Les mesures urgentes	1290	826
Section III – Les transferts judiciaires d'administration et la liquidation anticipée de la créance de participation	1291	827
Section IV – La séparation judiciaire de biens	1292 à 1299	827
Section V – Le changement de régime matrimonial	1300 à 1303	828
Section VI – La publicité en matière internationale	1303-1 à 1303-6	829
Chapitre II – Les successions et les libéralités	1304 à 1404	830
Section I – Les mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession	1304 à 1327	830
Sous-section 1 – Les scellés	1304 à 1322	830
Sous-section 2 – Autres mesures conservatoires	1323 à 1325	835
Sous-section 3 – Dispositions communes	1326 et 1327	835
Section II – L'inventaire	1328 à 1333	836
Section III – L'option successorale	1334 à 1341	836
Sous-section 1 – L'acceptation à concurrence de l'actif net	1334 à 1338	836
Sous-section 2 – La renonciation	1339 et 1340	837
Sous-section 3 – L'option du conjoint survivant	1341	837
Section IV – Les successions vacantes et les successions en déshérence	1342 à 1354	837
Sous-section 1 – Les successions vacantes	1342 à 1353	837
Sous-section 2 – Les successions en déshérence	1354	838
Section V – Le mandataire successoral désigné en justice	1355 à 1357	838
Section VI – Le partage	1358 à 1378	839
Sous-section 1 – Le partage amiable	1358	839
Sous-section 2 – Le partage judiciaire	1359 à 1378	839
Section VII – Dispositions communes	1379 à 1404	841
TITRE IV – LES OBLIGATIONS ET LES CONTRATS		
Chapitre I – Les procédures d'injonction	1405 à 1425-9	841
Section I – L'injonction de payer	1405 à 1425	841
Section II – L'injonction de faire	1425-1 à 1425-9	851
Chapitre II – Les offres de paiement et la consignation	1426 à 1429	852
Chapitre III – La reconstitution d'actes détruits	1430 à 1434	854
Chapitre IV – La délivrance de copies d'actes et de registres	1435 à 1441	854

Chapitre V -- Le contentieux de la passation de certains contrats de travaux	1441-1 à 1441-3	855
Chapitre VI -- La transaction	1441-4	856
LIVRE QUATRIÈME -- L'ARBITRAGE	1442 à 1507	859
TITRE PREMIER -- LES CONVENTIONS D'ARBITRAGE	1442 à 1459	860
Chapitre I -- La clause compromissoire	1442 à 1446	863
Chapitre II -- Le compromis	1447 à 1450	877
Chapitre III -- Règles communes	1451 à 1459	880
TITRE II -- L'INSTANCE ARBITRALE	1460 à 1468	893
TITRE III -- LA SENTENCE ARBITRALE	1469 à 1480	900
TITRE IV -- LES VOIES DE RECOURS	1481 à 1491	910
TITRE V -- L'ARBITRAGE INTERNATIONAL	1492 à 1497	922
TITRE VI -- LA RECONNAISSANCE, L'EXÉCUTION FORCÉE ET LES VOIES DE RECOURS À L'ÉGARD DES SENTENCES ARBITRALES RENDUES À L'ÉTRANGER OU EN MATIÈRE D'ARBITRAGE INTERNATIONAL	1498 à 1507	933
Chapitre I -- La reconnaissance et l'exécution forcée des sentences arbitrales rendues à l'étranger ou en matière d'arbitrage international	1498 à 1500	933
Chapitre II -- Les voies de recours contre les sentences arbitrales rendues à l'étranger ou en matière d'arbitrage international	1501 à 1507	935
LIVRE CINQUIÈME -- LES VOIES D'EXÉCUTION	Néant	949
LIVRE SIXIÈME -- DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER	1508 à 21	951
TITRE PREMIER -- DISPOSITIONS APPLICABLES À MAYOTTE	1508 à 1511	951
TITRE II -- DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÎLES WALLIS-ET-FUTUNA	9522 à 21	953
Chapitre 1 -- Dispositions particulières à la matière gracieuse	2 à 30-15	953
Section I -- Dispositions communes	2 à 10	953
Section II -- Dispositions propres à certaines matières	11 à 30-15	954
Sous-section 1 -- Affaires de tutelle et de succession	11 à 20	954
Sous-section 2 -- Affaires de partage judiciaire et de vente judiciaire	21 à 23	955
Sous-section 3 -- Affaires de registres	24 à 30	956
Sous-section 4 -- Dispositions particulières au registre des associations	30-1 à 30-15	956
Chapitre 2 -- Dispositions particulières au tribunal de grande instance ...	31 à 35	958
Chapitre 3 -- Dispositions particulières au tribunal d'instance et la juridiction de proximité	36 et 36-1	959
Chapitre 4 -- Dispositions particulières à la matière commerciale	37 à 40	959
Chapitre 5 -- Dispositions particulières à la matière prud'homale	41	960
Chapitre 6 -- Dispositions particulières à la déclaration d'appel	42	960
Chapitre 7 -- Dispositions diverses	43 à 21	960

Table des matières

- CODE DE PROCÉDURE CIVILE (ANCIEN)	971
PARTIE 1 – Procédure devant les tribunaux	975
LIVRE PREMIER – Du tribunal d'instance	975
LIVRE DEUXIÈME – Des tribunaux de grande instance	975
LIVRE QUATRIÈME – Des voies extraordinaires pour attaquer les jugements	975
LIVRE CINQUIÈME – De l'exécution des jugements	979
DEUXIÈME PARTIE – Procédures diverses	1053
LIVRE PREMIER – De la surenchère sur aliénation volontaire	1053
LIVRE DEUXIÈME – Procédures relatives à l'ouverture d'une succession	1056
- CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE (ANCIEN)	1069
- PARTIE LÉGISLATIVE	1071
LIVRE PREMIER – La Cour de cassation	1071
LIVRE DEUXIÈME – La cour d'appel	1079
LIVRE TROISIÈME – Le tribunal de grande instance, le tribunal d'instance et la juridiction de proximité	1083
LIVRE QUATRIÈME – Les juridictions spécialisées non pénales	1107
LIVRE CINQUIÈME – Les juridictions des mineurs	1137
LIVRE SIXIÈME – Les juridictions pénales	1137
LIVRE SEPTIÈME – Dispositions communes à plusieurs juridictions	1137
LIVRE HUITIÈME – Les secrétariats-greffes, greffes et secrétariats	1145
LIVRE NEUVIÈME – Dispositions particulières	1148
- PARTIE RÉGLEMENTAIRE	1173
LIVRE PREMIER – La Cour de cassation	1173
LIVRE DEUXIÈME – La cour d'appel	1178
LIVRE TROISIÈME – Le tribunal de grande instance, le tribunal d'instance et la juridiction de proximité	1188
LIVRE QUATRIÈME – Les juridictions spécialisées non pénales	1220
LIVRE CINQUIÈME – Les juridictions des mineurs	1276
LIVRE SIXIÈME – Les juridictions pénales	1276
LIVRE SEPTIÈME – Dispositions communes à plusieurs juridictions	1276
LIVRE HUITIÈME – Les secrétariats-greffes, greffes et secrétariats	1292
LIVRE NEUVIÈME – Dispositions particulières	1309
- CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE (NOUVEAU)	1337
- Partie législative	1339
LIVRE PREMIER – Dispositions communes aux juridictions judiciaires	1343
LIVRE DEUXIÈME – Juridictions du premier degré	1347
LIVRE TROISIÈME – Juridictions du second degré	1356
LIVRE QUATRIÈME – La Cour de cassation	1359
LIVRE CINQUIÈME – Dispositions particulières à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, aux terres australes et antarctiques françaises, à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie	1362
- Partie réglementaire	1377
LIVRE PREMIER – Dispositions communes aux juridictions judiciaires	1377
LIVRE DEUXIÈME – Juridictions du premier degré	1385
LIVRE TROISIÈME – Juridictions du second degré	1413
LIVRE QUATRIÈME – La Cour de cassation	1425

LIVRE CINQUIÈME – Dispositions particulières à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, à Wallis-et-Futuna, aux terres australes et antarctiques françaises, à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie.	1430
– DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL	1447
– Instruments de l'union européenne	1449
1 – Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 – Compétence judiciaire et exécution des décisions	1451
2 – Protocole de Luxembourg du 03 juin 1971 – Compétence judiciaire et exécution des décisions .	1510
3 – Convention de Bruxelles du 25 mai 1987 – Suppression de la légalisation d'actes dans les États membres	1515
4 – Convention de Lugano du 16 septembre 1988 – Compétence judiciaire et exécution des décisions	1517
5 – Accord de Luxembourg du 15 décembre 1990 – Brevets communautaires (règlement des litiges)	1535
6 – Convention de Bruxelles du 28 mai 1998 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale	1535
7 – Règlement n° 1346/2000 du 29 mai 2000 – Procédures d'insolvabilité	1535
8 – Règlement n° 1347/2000 du 29 mai 2000 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et de responsabilité parentale	1551
9 – Règlement n° 1348/2000 du 29 mai 2000 – Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires	1551
10 – Charte n° 2000/C 634/01 du 18 décembre 2000 des droits fondamentaux de l'Union européenne	1557
11 – Règlement n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions	1560
12 – Règlement n° 1206/2001 du 28 mai 2001- Coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves	1580
13 – Décision du Conseil du 28 mai 2001 – Création d'un réseau judiciaire européen	1586
14 – Décision de la Commission du 25 septembre 2001 – Établissement d'un manuel d'entités requises et d'un répertoire des actes susceptibles d'être notifiés ou signifiés en application du règlement n° 1348/2000	1586
15 – Règlement n° 6/2002 du 12 décembre 2001 – Dessins ou modèles communautaires ...	1586
16 – Règlement n° 743/2002 du 25 avril 2002 – Cadre général communautaire d'activités en vue de faciliter la coopération judiciaire	1586
17 – Décision de la Commission du 03 avril 2002 – Établissement d'un manuel d'entités requises et d'un répertoire des actes susceptibles d'être notifiés ou signifiés en application du règlement n° 1348/2000	1587
18 – Règlement n° 2201/2003 du 27 novembre 2003 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et de responsabilité parentale	1587
19 – Règlement n° 805/2004 du 21 avril 2004 – Création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées	1605
20 – Règlement n° 1896/2006 du 12 décembre 2006 – Procédure européenne d'injonction de payer .	1612
21 – Règlement n° 861/2007 du 11 juillet 2007 – Procédure européenne de règlement des petits litiges	1622
22 – Convention de Lugano du 30 octobre 2007 – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions	1641
23 – Règlement n° 1393/2007 du 13 novembre 2007 – Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale	1663
24 – Directive n° 2008/52/CE du 21 mai 2008 – Médiation en matière civile	1676
– Conventions du Conseil de l'Europe	1683
1 – Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950	1683
2 – Autres textes	1710

- Conventions de La Haye	1713
1 - Convention du 1 ^{er} mars 1954 - Procédure civile	1713
2 - Convention du 15 avril 1958 - Reconnaissance et exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants	1719
3 - Convention du 5 octobre 1961 - Suppression de l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers	1722
4 - Convention du 5 octobre 1961 - Compétence des autorités et loi applicable en matière de protection des mineurs	1722
5 - Convention du 15 novembre 1965 - Signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires	1723
6 - Convention du 18 mars 1970 - Obtention des preuves à l'étranger	1728
7 - Convention du 2 octobre 1973 - Reconnaissance et exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires	1736
8 - Convention du 25 octobre 1980 - Enlèvement international d'enfants	1741
9 - Convention du 25 octobre 1980 - Accès international à la Justice	1742
10 - Convention du 29 mai 1993 - Protection des enfants et coopération en matière d'adoption internationale	1742
11 - Convention du 19 octobre 1996 - Responsabilité parentale et mesures de protection des enfants	1743
<hr/>	
- Autres conventions internationales	1745
1 - Conventions multilatérales	1745
2 - Accords bilatéraux	1751
<hr/>	
- AUTRES ANNEXES	1755
<hr/>	
PREMIÈRE PARTIE - Accès à la justice	1757
ANNEXE 1 - Aide juridique et assurance de protection juridique	1759
ANNEXE 2 - Frais et dépens	1831
ANNEXE 3 - Passage à l'euro	1899
ANNEXE 4 - Victimes d'infractions	1901
ANNEXE 5 - Personnes atteintes d'un trouble mental	1907
ANNEXE 6 - Étrangers	1911
ANNEXE 7 - État et communes	1929
ANNEXE 8 - Presse	1935
ANNEXE 9 - Publicités judiciaires et légales	1939
<hr/>	
DEUXIÈME PARTIE - Professions judiciaires	1957
ANNEXE 10 - Auxiliaires de justice et officiers publics et ministériels - Dispositions communes	1959
ANNEXE 11 - Administrateurs judiciaires	1981
ANNEXE 12 - Avocats	1989
ANNEXE 13 - Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	2141
ANNEXE 14 - Avoués	2147
ANNEXE 15 - Commissaires-priseurs judiciaires	2153
ANNEXE 16 - Conciliateurs et médiateurs	2157
ANNEXE 17 - Consultation juridique et rédaction d'actes sous-seing privé	2175
ANNEXE 18 - Experts judiciaires	2183
ANNEXE 19 - Greffes et greffiers	2197
ANNEXE 20 - Huissiers de justice	2205
ANNEXE 21 - Magistrats et organisation judiciaire	2221
ANNEXE 22 - Mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises	2289
ANNEXE 23 - Notaires	2295

TROISIÈME PARTIE – Procédures d'exécution	2299
ANNEXE 24 – Voies d'exécution sur les meubles et les immeubles	2301
ANNEXE 25 – Saisie des salaires traitements et autres rémunérations du travail	2443
ANNEXE 26 – Saisie-arrêt entre les mains des personnes morales de droit public	2457
ANNEXE 27 – Saisie-arrêt des prestations sociales	2463
ANNEXE 28 – Saisie-contrefaçon	2471
ANNEXE 29 – Saisie et vente de valeurs mobilières	2479
ANNEXE 30 – Saisie et vente des aéronefs, bateaux et navires	2481
ANNEXE 31 – Saisie immobilière pratiquée par le Crédit foncier	2483
ANNEXE 32 – Vente publique de meubles et d'immeubles	2487
ANNEXE 33 – Surendettement des particuliers et des ménages	2503
ANNEXE 34 – Autres procédures collectives de traitement des défaillances économiques	2559
ANNEXE 35 – Recouvrement des pensions alimentaires	2561
ANNEXE 36 – Recouvrement en matière de protection sociale	2577
ANNEXE 37 – Recouvrement des amendes et des créances	2589
Table des textes cités	2591
Index alphabétique	2609